

Ce matin, on m'a envoyé un article de Matéo Alaluf sur la "théorie du salaire" de Bernard Friot (<http://www.lcr-lagauche.org/la-soli...>). Comme l'article est écrit rapidement, sans aucune citation, je ne prendrai pas la peine de faire mieux. Cet article appelle néanmoins une réponse parce qu'il déforme les propos de Bernard Friot, d'une part, et, d'autre part, parce qu'il fait l'apologie de l'impuissance et de la résignation au nom d'une pseudo-combativité pseudo-marxiste susceptible d'embourber la gauche pour longtemps.

Mon article-réponse (il n'y en aura pas d'autre, j'ai autre chose à faire) se décompose en deux parties. La première partie mesure l'écart entre ce que je comprends de l'œuvre de Bernard Friot et ce qu'en fait Mateo Alaluf. Cette partie est relativement longue et plutôt technique. La seconde partie porte sur la vision du monde de Mateo Alaluf selon une critique marxiste puisque c'est sur le terrain du marxiste qu'il place le débat.

Ce que je lis chez Bernard Friot

Dans cette partie un peu technique - que les lecteurs lassés n'hésitent pas à passer directement à la seconde partie - je vais décortiquer toutes les affirmations de Mateo Alaluf relatives à l'œuvre de Bernard Friot et souligner les divergences avec ma propre lecture. En effet, Mateo Alaluf donne le sentiment de ne pas avoir lu Bernard Friot, ou de l'avoir lu rapidement avec un biais idéologique. En tout cas, la théorie de Bernard Friot est sérieusement rabotée dans l'article.

- **La théorie de Bernard Friot n'est pas une théorie du "droit à un salaire universel", c'est une théorie de la socialisation de la valeur ajoutée, profit, investissement, outil de production et salaire - qui inclut donc le salaire.**

- La "convention capitaliste du travail", c'est aussi bien, dans l'œuvre de Bernard Friot (de mémoire, dans *Émanciper le travail*), un acquis par rapport au salaire à la pièce (donc quelque chose d'émancipateur historiquement: la convention capitaliste du travail inclut du droit du travail, un contrat de travail et des barèmes) et un asservissement lié à une lutte de classe puisque la classe propriétaire détient les outils de production et que les prolétaires ne détiennent que leur force de travail puisque ce sont les postes qui sont qualifiés et non les personnes. Le rabotage est donc moins le fait de Bernard Friot que d'un lecteur pressé.

- Bernard Friot ne congédie nullement la lutte de classe. Il en précise les contours et les enjeux.

- Le temps comme source du salaire dans la pratique de la valeur capitaliste n'est pas une idée de Bernard Friot. C'est une idée qu'il reprend à Marx qui l'avait lui-même reprise à Smith. Cette idée peut paraître très compliquée à comprendre mais **les contrats mi-temps sont toujours payés moitié moins que les contrats temps plein dans la pratique capitaliste de la valeur**. D'autre part, quand Mateo oppose la nature ou la qualification comme source de valeur aux théories de Friot, il tape à côté: dans la pratique capitaliste de la valeur, le travail est organisé par un marché, le marché de l'emploi et, dans ce capitalisme, c'est ce marché qui attribue la valeur au poste, c'est ce marché qui qualifie les postes. Chez les fonctionnaires, par contre, la qualification n'est

pas attribuée par le marché de l'emploi au poste mais elle est liée à la personne. Par ailleurs, **la nature crée de la valeur d'usage, pas de la valeur économique** (et ça, c'est de nouveau Marx qui le dit). À partir de cette valeur d'usage, les producteurs produisent de la valeur abstraite, de la valeur d'échange.

- Pour Mateo Alaluf, le chômeur et le fonctionnaire ne créent pas de valeur ajoutée. J'ai déjà prouvé que le chômeur et le fonctionnaire créaient de la valeur ajoutée ([plateformecontrelemploi.blogspot.be...](http://plateformecontrelemploi.blogspot.be)) mais, pour prendre un exemple qui devrait parler à un syndicaliste, comment se fait-il alors, si ni le chômeur, ni le fonctionnaire ne créent la valeur ajoutée correspondant à leur salaire, que les emplois "aidés" dans lesquels il n'y a aucune cotisation et aucun impôt ne soient ... pas mieux payés que les autres? Pour prendre un autre exemple, quand le taux de TVA dans la restauration a changé en France (si je me souviens bien, il a augmenté puis baissé), les salaires du secteur n'ont pas bougé - ou quand les prestations de sécurité sociale ont été augmentées pour tout le monde dans les années 1940-1980, les salaires individuels n'ont jamais bougé. Les salaires n'ont pas bougé parce que ce sont les prix qui ont bougé, pas les salaires. En augmentant les prix, on a augmenté la valeur ajoutée créée mais on n'a rien fait payer aux salariés en emploi.

- Quand Bernard Friot dit que les retraités ou les fonctionnaires produisent de la valeur économique, il ne dit pas qu'ils produisent de la valeur d'usage. Que les fonctionnaires ou les retraités fassent des choses utiles, c'est indéniable mais ce n'est pas l'objet de la réflexion de Bernard Friot. Ce qu'il écrit et dit, c'est que **les retraités, les chômeurs ou les fonctionnaires créent de la valeur d'échange**, de la valeur économique. Ce qui est révolutionnaire, c'est que cette valeur économique que Mateo Alaluf entend réserver aux patrons est produite sans employeur.

- Friot le dit et le répète - c'est l'objet du premier chapitre de *Émanciper le travail* - le travail concret crée de la valeur concrète (comme la nature, d'ailleurs) et le travail abstrait crée de la valeur économique. Le travail abstrait, c'est ce qui est reconnu comme créant de la valeur économique. **La valeur abstraite fonctionne selon une logique circulaire mais n'a rien à voir avec la valeur concrète.**

- Mateo Alaluf fait une citation de Bernard Friot qu'il oppose à juste titre au fait que le chômeur et le fonctionnaire créent la valeur ajoutée correspondant à leur salaire (je cite sa citation): *"un actif en 2040 produira davantage que deux actifs aujourd'hui et en conséquence deux fois plus de cotisations pour financer les pensions"*. Cette citation est tellement décalée par rapport à l'œuvre de Friot que je voudrais bien avoir la source et le contexte puisque Alaluf n'a pas jugé bon de les mentionner.

- Friot insiste sur le fait que la sécurité sociale est née dans le cadre d'un rapport de force entre les producteurs et les employeurs. C'est une chose qu'il écrit, dit, redit et répète dans à peu près toutes ses conférences. En Belgique, c'est certainement vrai puisque, au moment de l'adoption du pacte social, les ouvriers étaient armés et en grève et que la gendarmerie, elle, était désarmée. C'est bien ce rapport de force qui a poussé les patrons à accepter un compromis qui, visiblement, leur pèse aujourd'hui que le rapport de force a évolué.

- Friot dénonce certaines formes de solidarité et défend d'autres formes de solidarité. Il dénonce la solidarité de l'employeur envers l'employé, du patron envers le pauvre, du

riche envers le pauvre, de la dame patronnesse envers le bon pauvre, de l'employé envers le (bon) chômeur, etc. Il défend la solidarité du partage de l'outil de production. L'idée de Friot, c'est de dire que l'économie, ce ne soit plus eux, mais qu'elle devienne nous. Ce "nous" est solidaire de fait parce qu'il partage les décisions, la gestion de l'outil de production, la question du devenir du collectif de travail, etc.

- En Belgique, un tiers du PIB est produit par les cotisations-prestations sociales. Quand ces cotisations-prestations diminuent ou disparaissent, les salaires individuels et le PIB se compriment.

- Le modèle de la sécurité sociale par cotisation dit bismarckien n'existe pas que en **Belgique** et en **France**. Il a aussi cours en **Allemagne**, en **Italie**, au **Pays-Bas** et, récemment, quoique sur une base notoirement insuffisante, a été adopté ces dix dernières années aussi bien en **Chine** qu'en **Russie**. Il ne s'agit pas d'un modèle hypothétique puisque, pour la seule Belgique, il produit plus de 60 milliards par an de PIB. Pour du désincarné, ça fait tout de même de gros chiffres.

- Par rapport à l'État, Friot ne prône ni sa disparition (comme le prétend Alaluf) ni, d'ailleurs, son renforcement (comme le prétendait un article anarchiste dont je n'ai pas les références). **L'État n'est pas l'objet de la réflexion de Friot**. Ce qu'il constate par rapport à l'État, c'est que c'est une modalité de création de valeur qui n'est pas capitaliste. Ça ne veut pas dire que l'État est le bien souverain ou que c'est la solution, ni que c'est le mal ou le problème, ça veut dire que **dans les institutions de l'État, il y a une bonne chose à prendre: la qualification à la personne des fonctionnaires**.

- **Friot a toujours souligné les rapports de force à l'origine des avancées de la classe salariale révolutionnaire.**

- Fonder une action politique sur des principes moraux de *solidarité* de "ceux qui ont (un emploi)" envers "ceux qui n'ont pas (un emploi)" est suicidaire d'un point de vue syndical puisque cela amène à revendiquer ... un emploi pour pouvoir être moral, pour pouvoir être solidaire.

- **Friot ne veut pas taxer le capital tout simplement parce qu'il veut l'abolir**. Au lieu de faire payer un impôt aux propriétaires lucratifs (ce qui ne change rien aux conditions effectives de travail), il veut abolir la propriété lucrative (ce qui change tout aux conditions effectives de travail).

- **Si le droit au salaire peut être considéré comme incantatoire, alors le droit au pouvoir d'achat réclamé par les syndicats doit l'être de la même façon**. Mais je ne vois pas où cela nous mène puisque toute revendication et toute ambition politique peuvent être qualifiés d'incantatoire. En d'autres termes, si le réseau salariat est une secte, tous les syndicats qui revendiquent et qui réclament doivent être qualifiés comme tels également.

Ce que je lis chez Mateo Alaluf

En filigrane de l'article se dessine un projet de société. **Les richesses économiques sont produites uniquement, selon Mateo Alaluf, par les salariés des entreprises privés.** Ces salariés en emploi "payent" par "solidarité" les pauvres, les chômeurs et les fonctionnaires.

De ce fait, **pour pouvoir être "solidaire"** (selon Mateo Alaluf, donc), **il faut trouver un emploi et, donc, un employeur.** Suite à des circonvolutions vertigineuses, le penseur qui dénonçait en des termes poignants le travail à gage (*Lohnarbeit*), ce jeune philosophe horrifié des conséquences de la révolution industrielle en Angleterre, est utilisé par Mateo Alaluf pour justifier la soumission à un employeur comme vecteur d'émancipation. Marx n'a jamais dénoncé le salaire (*Lohn*) puisqu'il en dénonçait l'insuffisance, il a dénoncé l'aliénation de la soumission de l'employé à l'employeur, il a dénoncé l'articulation entre le salaire (*Lohn*) et le travail (*Arbeit*), ce qui n'est pas du tout la même chose.

Mais il n'y a pas que ça. Pour Mateo Alaluf, **la perspective**

d'émancipation est de réclamer plus de pouvoir d'achat, plus d'emploi aux employeurs et aux instances politiques. C'est dire que, pour pouvoir être solidaire, pour que les riches puissent donner aux pauvres, il faut qu'ils aient un emploi, se soumette à cette aliénation qui horrifiait le jeune Marx (*Lohnarbeit*) et défilent derrière les syndicats pour demander plus de pouvoir d'achat. La perspective ultime pour Mateo Alaluf, c'est que l'État taxe la propriété lucrative sans l'abolir, c'est que l'État augmente les salaires sans toucher au principe du marché de l'emploi et c'est que les employeurs cèdent aux demandes des producteurs, impressionnés par leur nombre et par leur force. La perspective de défilé Nord-Midi (Bastille-Nation pour les Français) en sacs poubelle syndicaux pour demander à l'État des protections et aux employeurs du pouvoir d'achat n'est en rien émancipatrice ou mobilisatrice. Elle ne porte aucune ambition, aucun désir commun, aucune perspective.

Mais pourquoi pas? Parce que les défilés Nord-Midi laissent une série de questions ambitieuses en suspend:

Le malaise qui se répand depuis des décennies dans le monde de l'emploi ne correspond-il à rien? Ce sentiment horripilant d'obéir à des incompetents animés par un goût du lucre ne serait-il qu'une illusion? Le modèle de développement des employeurs, faits de pillage, de saccage des ressources naturelles et de burn-out et de bore-out des humains serait-il un absolu émancipateur?

Quant à l'État qui régule, limite, cadre faut-il vraiment compter sur lui à l'heure où le politique traverse une crise et, en ce cas, pourquoi avoir soutenu l'Europe et ses institutions anti-démocratiques à l'heure où elle sapait l'État, pourquoi soutenir la régionalisation de la sécurité sociale?

Parce que, au fond, indépendamment des convictions de Marx ou d'Alaluf ou du pape, la question que pose Bernard Friot, c'est celle de la **liberté**, de l'**émancipation du travail**. Il s'agit de décider ensemble ce qu'on va produire, comment et pour quoi.

Mais dites-moi, Monsieur Alaluf, de quoi avez-vous peur?